

LES MYSTÉRIEUX FINANCEMENTS DE M. MACRON

400 000 euros pour le meeting de campagne à Lyon, 20 000 euros par mois pour le QG parisien, 50 salariés à temps plein, un baryton de l'opéra de Paris pour travailler la voix du candidat, des contrats passés avec l'agence de stratégie électorale Liegey Muller Pons, des déplacements en cascade y compris à l'étranger... Une campagne, ça coûte cher, très cher. Emmanuel Macron le sait, lui qui pourrait se voir opposer une plainte pour avoir dépensé des fonds publics à son profit quand il était ministre de l'Économie : selon les journalistes Frédéric SAYS et Marion L'Hour (*Dans l'enfer de Bercy*, éd. JC Lattès), l'homme a employé à lui seul et en huit mois seulement 80% des frais annuels de représentation du ministère afin de préparer sa campagne présidentielle. Il s'est aussi appuyé à temps plein sur trois collaborateurs parlementaires censés n'être détachés qu'à mi-temps. Une paille, par rapport aux dépenses actuelles.

Qui finance En Marche ? Longtemps discrète sur l'origine de ses fonds, l'équipe de communication tente aujourd'hui de déminer le terrain. Le mouvement serait ainsi rémunéré par 18 000 donateurs, affirme

son secrétaire général. Mais seuls 3% d'entre eux assureraient l'essentiel des dons avec des apports supérieurs à 4 000 euros. Le discours officiel du mouvement d'Emmanuel Macron est simple : c'est un parti politique à part entière qui ne peut recevoir plus de 7 500 euros par personne. Contactée par *Politique magazine*, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques a confirmé l'existence d'un parti dénommé « En Marche ». « Une association loi 1901 a été inscrite à la Commission et elle répond aux critères pour financer ce que l'on définit comme un parti politique », nous explique-t-on. Le président de cette association est Emmanuel Macron, et la structure a été inscrite auprès de la Commission le 20 février 2016, quand l'homme était encore ministre de l'Économie... Les rumeurs courent à son sujet. Lors de sa création, ladite association était domiciliée à l'adresse personnelle de Laurent Bigorgne, le directeur de l'Institut Montaigne. Or, ce lobby libéral favorable à l'Union européenne et à l'immigration est directement financé par les plus grandes multinationales européennes et américaines et certaines banques de Wall Street.